

Solidaires



Branche INRA

Conseil d'Administration de l'INRA
PARIS - 13 DECEMBRE 2012

Synthèse - CR de mission de l'élu SUD

Beaucoup d'absents du côté des administrateurs extérieurs.

Le PDG, François Houllier, se félicite de la participation de 2 ministres à la cérémonie des lauriers de l'INRA. C'était une première.

Le nouveau logo animé est présenté : INRA science et impact, 2 mots compris en français et anglais !

Exceptionnellement les faits marquants ne seront pas évoqués car un nouveau point a été mis à l'ordre du jour depuis la veille :

Nomination du nouveau Directeur Général Délégué à la Science

Le poste est vacant depuis la promotion de M. Houllier. Le candidat présenté par le PDG est Olivier Le Gall. Ingénieur agronome de Paris-Grignon, reconnu dans sa discipline, la virologie végétale. Il est le chef du (futur- ex) département de recherche SPE (santé des plantes et environnement).

L'élu SUD ne participe pas au vote sur cette nomination, car nous avons pour principe de ne pas intervenir sur les choix de la DG dans la désignation de ses responsables.

Point scientifique du jour : déterminants et impacts choix alimentaires

Présentation par Christine Cherbut (Direction Scientifique Alimentation) de ces recherches à enjeux multiples, notamment l'éducation au goût, les questions de santé, le poids des industriels dans la communication... et dans les partenariats de recherche.

Intervention SUD : « Cette question nous intéresse en tant que syndicalistes, notamment par l'entrée « indépendance des chercheurs », celle-ci étant abordée dans le document présenté à ce CA sur la question « choix alimentaires : déterminants et impacts ». On y apprend (p. 1) que sur ce thème, les partenariats avec les entreprises sont déjà bien lancés, alors que pour les liens avec les associations de consommateurs on n'en est qu'au stade des « premiers contacts ». On découvre sur le site du Fonds Français Alimentation et Santé qu'il s'agit d'un véritable think tank pro-industriel, avec une quasi-externalisation du Conseil scientifique de l'INRA sous sa mandature 2006-2010.

<http://www.alimentation-sante.org/2012/06/publication-rapport-activite-2011/>

La direction de l'INRA peut-elle nous préciser si les agents INRA qui participent à ce think-tank perçoivent des indemnités pour cela ? Signalons qu'au CA on retrouve d'ailleurs, entre autres, l'omniscient Gérard Pascal qui s'est illustré au cours des débats sur la publication de Séralini pour sa double signature sur un bandeau à la télévision « chercheur à l'INRA, consultant pour des firmes de l'agro-alimentaire » ! Est-ce que ce questionnement entre dans le champ de la charte déontologique ? Est-ce que l'appui des chercheurs INRA à ce think-tank plutôt qu'aux associations de consommateurs ne pose pourtant pas question sur la rigueur et l'éthique de la démarche scientifique ? Comment la direction de l'INRA compte-t-elle aborder de tels questionnements ?

Réponse : Non, il n'y a pas d'indemnisation des chercheurs qui siègent au Fonds Français Alimentation et Santé. La déontologie est une vraie question TRES TRES sensible, on pourrait y passer tout un CA.

Le PDG précise qu'au prochain CA une charte de la déontologie sera présentée, en indiquant l'attachement de l'INRA à la diversité des partenariats, notamment avec les industriels.

Bilan de l'exécution 2012 du Contrat d'Objectifs 2012-2016

... Et accessoirement, avancée du plan d'action sur les fonctions d'appui (cf demande formulée en juin 2011 par le CA). Informations présentées par M. Eddi.

Intervention SUD : *« A la lecture du document nous constatons que l'INRA est vraiment un très bon élève : l'institut est présent dans toutes les couches du millefeuille recherche 2012. Parmi les indicateurs qui nous intéressent nous suggérons la prise en compte de la question sensible de la confiance des citoyens envers les travaux de recherche. Nous avons été surpris d'apprendre lors d'une rencontre récente de notre syndicat avec la Direction Générale que pour vous, il n'y avait pas de rupture de confiance entre les citoyens et la recherche.*

Une recherche sur internet nous a permis de retrouver un sondage IPSOS de juin 2011, pour « La Recherche » et « Le Monde », indiquant que sur la question des OGM 58 % des français ne font pas confiance aux scientifiques, tant pour les résultats et sur les conséquences de leurs travaux. Dans cette enquête, c'est le seul sujet qui obtenait un résultat négatif !

Pour commencer à changer la donne, nous avons participé mardi soir 27 novembre à Angers à une première : un débat co-organisé par le centre INRA d'Angers Nantes et le collectif «Campagnes sans OGM». L'INRA doit effectivement avoir pour objectif de regagner la confiance de la population sur ce sujet sensible. »

Budget primitif 2013

Ce budget s'avère un remake de celui des années « Sarkozy », sans le changement annoncé par le candidat Hollande lors des élections présidentielles.

Intervention SUD (au vu du timing, la 1^e partie de notre déclaration n'est pas lue mais sera mise au CR) :

« En tant qu'élu SUD je dénonce les choix budgétaires annoncés pour 2013 et les années suivantes. Ces choix marqués par une volonté de réduction drastique des dépenses publiques et, à l'intérieur de ces dépenses publiques, d'augmentation des dépenses fiscales (CIR...), conduisent à sacrifier les services publics et leurs agents. Les dotations budgétaires ne permettront pas de répondre aux besoins d'emplois statutaires (remplacement des départs à la retraite, de résorption de la précarité, de développement des activités), de restauration du financement des laboratoires et de revalorisation des salaires et des carrières. Au contraire, ces choix budgétaires risquent de se traduire, y compris dans la recherche publique, par de nouveaux gels d'emplois, une stagnation des salaires (déjà amputés par le jour de carence et les augmentations de cotisations retraites), la poursuite des blocages de carrières et de la précarité

Dans les conditions imposées aujourd'hui par le projet de décret de mise en application de la loi Sauvadet, dans un contexte de réduction des possibilités de recrutement de titulaires, les « concours réservés » risquent de se transformer en une mise en compétition sauvage des précaires, et au final se traduire par un véritable « plan social ». C'est pour nous inacceptable.

Cette situation de l'emploi, aggravée par la politique d'austérité, trouve fondamentalement ses causes dans les politiques de l'ESR, mises en place par les gouvernements précédents. Si l'on se réfère aux déclarations de Madame la Ministre, le nouveau gouvernement s'apprête à les pérenniser en se contentant de les toiletter légèrement, en contradiction avec les attentes des personnels et des étudiants. De fait, la politique de concurrence exacerbée entre les établissements et entre les personnels est orchestrée par la loi dite du Pacte pour la recherche, la loi LRU, les structures dites d'excellences (Idex, etc), l'AERES et les dispositifs organisant la course aux ressources propres (appels d'offres de l'ANR, appels d'offres du Grand Emprunt, contrats européens,...).

SUD demande un plan de création d'emplois de titulaires dès 2013 pour résorber la précarité et répondre aux besoins. Cela passe par le relèvement des plafonds d'emplois et l'abondement par la subvention de l'Etat de la masse salariale limitative à hauteur des besoins recensés, en premier lieu pour permettre de pourvoir tous les emplois vacants (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui). Et nous sommes bien évidemment signataires de la motion du Comité Technique du 29 novembre dernier concernant l'amélioration de la situation des précaires de l'INRA.

Nous demandons une revalorisation des salaires et des carrières pour tous les personnels : les quelques mesures prises pour la catégorie B et le corps des assistants ingénieurs, intervenues avec beaucoup de retard et sans rétroactivité, sont partielles et très loin de répondre aux besoins.

Partie de la déclaration lue en séance

A SUD, nous n'acceptons pas un budget social qui se traduit uniquement par un saupoudrage de mesurette sans permettre de compenser les inégalités les plus criantes. Si la ligne des « aides » est relevée pour répondre à des situations d'urgence, ceci se fait aux dépens de la ligne des « prêts sociaux » qui répondent pourtant également à de besoins réels. Un rééquilibrage qui se fait entre agents à revenus modestes...

Nous nous élevons enfin contre le maintien d'une ligne de Prime PESt pour les chercheurs dans le budget 2013, alors que ce dispositif a concentré l'opposition de la grande majorité des agents des EPST, à commencer par ceux qui seraient susceptibles d'en bénéficier. Par contre, nous n'avons pas repéré d'efforts pour le relèvement attendu du point de sujétion.

Ce projet de budget 2013 fait état d'une nouvelle convention triennale avec le FIPHFP sur l'accueil des agents en situation de handicap.

- Si l'INRA est parmi les employeurs publics qui ont le plus recruté par la voie contractuelle depuis le début des années 1990 (de l'ordre de 300 recrutements, et très majoritairement en catégorie C et B.) Ceci s'entend au regard de l'effectif titulaire.

- Si L'INRA est sans doute aujourd'hui le seul grand employeur public qui, au niveau de la « contribution Handicap », obtient un bilan budgétaire positif, du fait de sa mobilisation sur des actions financées par le FIPHFP.

Mais à l'INRA nous sommes aussi l'établissement où ces mois-ci, les refus de titularisations ont concerné 5 agents handicapés. C'est un pourcentage largement supérieur, comparé aux années précédentes et aussi à l'effectif total des recrutements ; la majorité de ces situations a aussi généré de la souffrance au travail... Une fois de plus, c'est une population, particulièrement fragile, qui joue aujourd'hui le rôle d'amplificateur (effet loupe) de l'évolution difficile des conditions d'intégration et de travail à l'INRA.

C'est ce qui a motivé l'abstention de notre syndicat au CT sur ce dossier, vigilance que nous confortons par un premier message d'alerte sur ce sujet à ce Conseil d'Administration. »

Réponses de la DG : la rupture avec le libéralisme économique n'entre pas dans notre ligne de construction de budget... Si le système statutaire et réglementaire de prime (PES) change nous l'appliquerons car nous sommes une administration. [Pour information, à l'IRSTEA et à

l'IFSTTAR cette prime n'a pourtant pas été distribuée en 2012]. Nous avons été conduits en CNAS à baisser les prêts car les demandes étaient en baisse. Nous sommes sous le plafond d'emploi mais c'est le choix assumé par la DG pour permettre de travailler dans de bonnes conditions par des moyens de fonctionnements plus élevés.

Vote : 7 contre (représentants des personnels INRA et fédé CGT – CFDT)

Motion précaires : Il s'agit d'une reprise de la motion votée au CT du 29 novembre.

« Le Comité Technique de l'INRA demande l'affectation d'une dotation budgétaire spécifique à l'établissement par le ministère pour maintenir dans leur emploi les personnels contractuels remplissant des fonctions pérennes, quel que soit le type de support budgétaire de leur emploi. Il réitère sa demande de retrait de la circulaire interne du 12 juillet 2011. Il demande enfin l'ouverture d'un nombre de postes équivalent au nombre de personnes éligibles, y compris les agents de la catégorie A+ (ingénieur de recherche, chargé de recherche...) »

M. Houllier refuse de soumettre au vote du CA une motion identique, mais son contenu sera au PV de cette réunion.

Décision modificative n°3 du budget 2012

La réserve de précaution disparaît, la réévaluation du point de sujétion passe à la trappe.

Réponse : c'est un choix de la DG de ne pas avoir abondé le point de sujétion. Ce n'est pas possible dans le contexte budgétaire

Vote : 2 contre CGT, 5 abstentions (CFDT, SUD et CFTC).

position de principe de SUD : nous n'intervenons pas sur la mise en œuvre d'un budget pour lequel nous avons émis un vote négatif lors de son adoption (au CA de fin 2011).

Engagement de l'INRA dans 2 investissements d'Avenir « Energies décarbonnées »

La demande formulée au CA est une prise de participation financière dans des sociétés de droits privés, dans le cadre de 2 projets d'Excellence en énergies décarbonnées soutenus par le programme « Investissements d'Avenir » (IEED Greenstars - bioraffinerie des microalgues et IEDD IFMAS).

Le porteur de ces dossiers vante leurs capacités potentielles pour l'avenir de l'humanité, si les verrous identifiés sont levés...

Intervention SUD : « Nous insistons sur la continuité avec les agrocarburants de 1^{er} génération, et de 2^e, qui étaient l'incontournable « train du progrès », alors que maintenant tout le monde s'entend pour dire qu'avec leur bilan en gaz à effet de serre, leur concurrence avec les productions alimentaires pour l'usage des terres et leur faible efficacité énergétique, ils ne sont bénéfiques que pour les acteurs qui sont soutenus pour les produire à grand renfort d'argent public. Le comité d'éthique de l'INRA a, ici même en la personne de M. Schweitzer, développé un argumentaire proche du notre dans son avis sur le sujet.

Et il semble que maintenant on essaie de nous faire croire une fois encore au miracle avec les microalgues : p. 4 du doc Greenstars : « Face à des enjeux stratégiques mondiaux relatifs au développement des bioénergies et des produits biosourcés, les micro-algues apparaissent aujourd'hui comme une solution porteuse d'avenir et de développements économiques majeurs à un horizon d'une dizaine d'années. Les recherches et les investissements dans la filière des microalgues à des fins énergétiques se sont récemment considérablement développés : plus de 2 Mds\$ d'investissements et plus de 200 projets de recherche et développement ont été recensés, en majorité aux Etats-Unis. » Ou encore p. 1 : « Elles offrent en effet la possibilité de produire – sans utiliser de terres arables – des

biocarburants de troisième génération à partir de CO2 d'origine industrielle et de substrats issus d'eaux recyclées. »

Mais ... Ce document n'aborde nulle part la question des problèmes environnementaux posés par cette technologie. Où va-t-on cultiver ces algues ? Dans des milieux naturels ? Quelles conséquences pour ces milieux naturels ?

Face à l'épuisement des ressources fossiles, au changement climatique, aux dégâts sanitaires et environnementaux des déplacements routiers, nous pensons qu'une transition énergétique est réalisable à condition de faire appel pour l'essentiel à la sobriété, et non à la technologie. Pour cela, il est nécessaire de revoir en profondeur nos modes de consommation de carburant, liés notamment à l'étalement urbain, à l'insuffisance des transports en commun, et à nos modes de consommation via le transport de marchandises. Nous regrettons que ce ne soit pas sur ces questions que la recherche publique investisse plutôt que faire croire à des miracles technologiques dont on a toutes les raisons de craindre qu'ils ne feront que prolonger les menaces sanitaires et environnementales que nos modes de consommation d'énergie font peser sur la planète. »

Réponses : Le bilan énergétique et environnemental complet devrait être réalisé durant cette phase d'étude. Il n'y aura pas de problème de concurrence d'usage alimentaire car ce sont des ligneux. Par contre le changement affectation des sols constitue bien une interrogation.... L'augmentation des émissions GES par les agrocarburants de 1^e génération n'est pas vérifiée, on dispose d'un couple énergétique excellent avec la betterave. L'INRA ne s'est jamais engagé à la légère sur ce dossier...

Dossier à reprendre, vu le timing. SUD se réserve un droit de réponse au prochain CA...

Divers

- **Dernier compte du CPOV** (Comité Protection des Obtentions végétales).Transfert vers le GEVES (suite loi décembre 2011)
- **Autorisation de signature pour marchés supérieurs à 5M€** sur Clermont-F. et Montpellier
- **Signatures de contrats > à 2.8ME** : convention cadre avec Oseo, accord cadre entre INRA et société Entérome